

Chers amis producteurs et productrices de lait, chers sympathisants,

Parfois, la politique communautaire nous surprend agréablement : fin mai, le Parlement européen a adopté le rapport de l'eurodéputé italien Herbert Dorfmann sur « l'avenir de l'alimentation et de l'agriculture » et a ainsi clairement indiqué à la Commission européenne son orientation pour la réforme de la Politique agricole commune.

Du point de vue des producteurs de lait, ce rapport comporte des propositions importantes et positives pour stabiliser le marché du lait. Il y est question, par exemple, de mettre en place des instruments efficaces capables de mieux faire coïncider l'offre et la demande. Le rapport cite aussi explicitement la possibilité de réduire les volumes de lait en temps de crise, comme cela a été déjà pratiqué avec succès grâce au programme de réduction de l'UE fin 2016. De plus, l'Observatoire du marché laitier (MMO) devrait voir ses compétences étendues, c'est-à-dire qu'il ne s'agirait plus seulement de collecter des données sur la situation du marché, comme c'est le cas actuellement, mais aussi de prendre des mesures préventives dès que le marché commence à se déséquilibrer.

Il faut également saluer la proposition d'exclure les secteurs sensibles des négociations sur des accords de libre-échange et de protéger tout particulièrement le lait cru. Il s'agit là d'une revendication essentielle pour les producteurs de lait européens, alors que s'amorcent les négociations entre l'UE et la Nouvelle-Zélande et l'Australie et que l'Océanie a un avantage concurrentiel disproportionné sur nous.

Il reste désormais à voir si M. Hogan, le commissaire à l'agriculture, intégrera véritablement ces propositions dans la réforme de la PAC et si des mesures efficaces seront prises contre la surproduction chronique et les prix injustes sur le marché du lait.

Pour nombre de nos organisations membres, le 1er juin – la journée mondiale du lait – était l'occasion d'attirer l'attention sur la problématique du lait. C'était le cas chez nous, en Italie, avec la présentation d'un musée consacré au lait et au fromage. Vous trouverez des articles sur les activités dans les différents pays membres dans ce bulletin.

Il y a également de bonnes nouvelles de France : la cinquième « conférence du lait équitable » a eu lieu le 14 juin à Lille. Au fil des ans, cette manifestation s'est imposée comme le rendez-vous et lieu d'expression des agriculteurs, transformateurs, consommateurs et responsables politiques et met l'accent sur les produits laitiers produits de manière équitable. Nos collègues français se sont donné beaucoup de mal pour donner une tribune diversifiée à l'initiative du lait équitable, qui existe désormais dans 7 pays. Vous pourrez lire un entretien avec les organisateurs dans ce bulletin. Cette année aussi, la « Faironika en Or » a été décernée lors de cette conférence pour récompenser les efforts exceptionnels en faveur de la production de produits laitiers durables.

Roberto Cavaliere, président de Associazione Produttori Latte della Pianura Padana (APL) et membre du comité directeur de l'EMB

EMB Bulletin juin 2018

- Journée mondiale du lait : l'équité dans le secteur laitier – de l'étable au réfrigérateur
- Stop au dumping à l'exportation!
- L'Apli désigne 2018 comme une année charnière du lait
- Pour une juste rémunération
- Les importations de lait en provenance d'Océanie détruisent les exploitations laitières paysannes
- Davantage de pertes sur la paie de lait - Comparaison des prix du lait de l'EMB
- Interview: « Le lait équitable pour garantir un prix rémunérateur »
- Discussions politiques importantes de l'European Milk Board
- Vous pouvez nous trouver sur Facebook

Contact

EMB - European Milk Board asbl

Rue du Commerce 124
B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935

Fax: +32 - 2808 - 8265

office@europeanmilkboard.org

www.europeanmilkboard.org

Journée mondiale du lait : l'équité dans le secteur laitier – de l'étable au réfrigérateur

(Bruxelles, 01/06/2018) À l'occasion de la journée mondiale du lait 2018, il n'est pas inutile de plaider pour plus d'**équité dans le secteur laitier** ; au contraire, il s'agit là d'une priorité ! En effet, l'équité des prix revêt une importance cruciale pour nos producteurs de lait dans l'UE, mais aussi pour nos collègues des autres continents.

© Pasmep

L'équité envers nos collègues des pays d'Afrique

Il est de la responsabilité de l'UE de pratiquer une politique agricole et alimentaire équitable, y compris à l'égard des pays les moins développés. En effet, les excédents de la production européenne de lait ne font pas que casser les prix de nos agriculteurs, ils submergent également les marchés africains et y freinent le développement d'un secteur laitier local. L'EMB cherche à attirer l'attention sur cette problématique en participant à une **campagne visant à soutenir le lait local en Afrique de l'Ouest**. Au Sahel, par exemple, 48 millions d'éleveurs tirent leur revenu de l'économie pastorale, des centaines de milliers de familles vivent de la production et de la transformation du lait local. Nous, dans l'UE, devons produire de façon à ne pas mettre en danger les moyens de subsistance de ces populations.

Les producteurs de lait de l'EMB entretiennent depuis plusieurs années un dialogue avec leurs collègues africains et ont documenté les conséquences des exportations de lait en poudre de l'UE, notamment à travers une **exposition**. **Les agriculteurs d'Europe doivent se mobiliser pour atteindre leurs buts, mais ils doivent aussi se montrer solidaires des producteurs dans les pays tiers.**

Davantage d'équité dans la production comme pilier d'un marché du lait stable dans l'UE

Dans la politique européenne aussi, les signes se multiplient d'une volonté de lutter de manière constructive contre la surproduction chronique et les prix injustes sur le marché du lait. Dans son **«rapport sur l'avenir de l'alimentation et de l'agriculture»**, une forte majorité au Parlement européen réclame ainsi actuellement des instruments efficaces visant à faire mieux coïncider l'offre et la demande. La possibilité de réduire les volumes de lait en temps de crise ainsi que l'extension des prérogatives de l'Observatoire du marché du lait (MMO), afin de pouvoir agir pour prévenir les perturbations du marché, y sont citées de manière explicite. Il y est également question de protéger les secteurs sensibles, comme la production de lait cru, lors des négociations d'accords de libre-échange. Il revient désormais à la Commission européenne de mettre véritablement en œuvre les orientations esquissées par le Parlement européen lors de la réforme de la politique agricole commune ! **L'objectif doit être d'ancrer au niveau européen des concepts comme le Programme de responsabilisation face au marché (PRM).**

S'engager activement pour plus d'équité : le projet du lait équitable des agriculteurs

C'est une chose de travailler à la mise en place d'un cadre politique. C'en est une autre de s'engager directement sur le marché, avec créativité, responsabilité et passion. C'est ainsi que des producteurs de lait de l'EMB dans sept pays ont pris leur destin en main et créé le **«lait équitable»**. L'objectif est de se voir verser des prix équitables, afin de garantir la survie des exploitations dans le long terme et de pouvoir les transmettre à la génération suivante. En achetant des produits de lait équitable, les consommateurs peuvent soutenir activement une agriculture équitable.

La cinquième **Conférence européenne du lait équitable**, qui se tiendra à Lille le 14 juin, est l'occasion de saluer et de célébrer l'engagement des producteurs et productrices de lait. Au fil des éditions précédentes, cette manifestation s'est imposée comme le rendez-vous et le lieu d'expression des agriculteurs, transformateurs, consommateurs et responsables politiques et met l'accent sur les produits laitiers d'origine équitable.

L'équité est l'épine dorsale d'un marché du lait stable et devrait jouer le rôle de fil rouge tout au long de la chaîne alimentaire, de l'exploitation laitière jusqu'au consommateur, de l'étable au réfrigérateur.

Nous, les agriculteurs européens, continuerons de nous mobiliser pour des conditions équitables et, à l'occasion de cette journée mondiale du lait, nous souhaitons également remercier tous ceux qui nous soutiennent depuis des années dans ce combat, que ce soit par la couverture médiatique des conditions réelles dans le secteur laitier ou par la décision d'acheter des produits du « lait équitable » qui contribuent à assurer la survie de nos exploitations et de l'Europe rurale.

*C'est maintenant au tour des responsables politiques européens de poser les jalons d'une future **politique agricole équitable**.*

Communiqué de presse de l'EMB du 1 juin 2018

Stop au dumping à l'exportation!

© wikimedia commons

Ce mercredi 6 juin 2018, le Conseil des États prendra une décision importante concernant le futur de l'industrie laitière suisse. À la suite de cette décision, l'Interprofession du lait (IP Lait) sera éventuellement obligée de mettre en place un système d'ajustement des quantités.

Jusqu'à présent, l'Interprofession n'a pas réussi à éviter les surplus structurels sur le marché du lait. Les personnes qui en souffrent le plus sont les producteurs de lait, chez nous comme à l'étranger. L'industrie de la transformation ainsi que la grande distribution profitent quant à elles de cette situation. Il est tout à fait scandaleux que des produits laitiers de haute qualité soient liquidés à l'étranger à prix cassés !

Les exportations de beurre sont un thème récurrent depuis une dizaine d'années. Les producteurs doivent payer pour permettre, en cas de surplus, de baisser les prix du beurre pour qu'il puisse ensuite être écoulé sur le marché mondial à prix cassés. Cette année, pour pallier ces problèmes de surplus, Emmi a annoncé dans sa newsletter aux producteurs qu'à partir du mois de juillet, elle augmentera les prélèvements de marketing d'un centime pour financer les exportations de beurre.

Un chapitre encore moins glorieux sont les exportations de fromage suisse à prix cassés ! Depuis de nombreuses années, des centaines de tonnes de fromage à pâte mi-dure sont par exemple bradées en Italie pour un prix inférieur à 3 francs (env. 2,6 €) par kilo. Ce dumping à l'exportation est rendu possible non seulement par le prix misérable que les paysans reçoivent pour le lait du segment B, mais également parce que la Confédération soutient encore financièrement ce lait transformé en fromage (plus d'un million de francs suisses par année).

La situation serait différente si la quantité de lait livrée correspondait à la demande réelle du marché pour des produits à forte valeur ajoutée. Pour ce faire, il faudrait mettre en place un système d'ajustement des quantités. L'Interprofession a jusqu'à présent empêché la mise en place d'un tel système. Le contrat-type d'achat de lait, bien qu'ayant été déclaré obligatoire et contraignant par la Confédération, qui devrait être appliqué depuis l'année dernière déjà, n'apporte pas non plus d'amélioration à la situation des surplus.

Ce système comprend de trop grandes failles. Ce mercredi 6 juin, le Conseil des États statuera sur trois interventions qui exigent la mise en place d'un système d'ajustement des quantités. Un tel instrument permettrait de balayer une fois pour toutes ces scandaleuses exportations à prix cassés. C'est avec consternation que nous apprenons que M. Graber, président du conseil d'administration d'Emmi, argumente précisément contre ces trois interventions devant le Conseil des États. Emmi écrivait pourtant dans sa newsletter aux producteurs que l'entreprise assume la plus grande fonction de régulation des quantités de lait au niveau suisse. Cela est fort possible, mais pourquoi Emmi ne veut-elle pas renoncer à cette fonction ? Cette fonction ne serait-elle pas un marché lucratif pour elle ?

Nous demandons au Conseil des États de stopper le plus rapidement possible ces exportations de beurre et de fromage à prix cassés et de soutenir ce mercredi les interventions visant à mettre en place un système d'ajustement des quantités. Lors des dix dernières années, l'Interprofession du lait n'est pas parvenue à résoudre cette problématique.

Sans une pression politique, rien n'y changera.

- Les exportations à prix cassés ruinent la renommée des produits laitiers suisses !
- Elles coûtent beaucoup d'argent aux producteurs ainsi qu'à l'État.
- Elles mettent également sous pression les paysans hors de nos frontières.
- Ce dumping à l'exportation ne correspond pas à une stratégie de qualité crédible !
- Ces exportations sont inutiles, car avec un système d'ajustement des quantités au niveau national, elles seraient rendues obsolètes.

Communiqué de presse d'Uniterre et BIG-M, Suisse, du 4 juin 2018

L'Apli désigne 2018 comme une année charnière du lait

Le 1er juin était la journée mondiale du lait. Les citoyens en France et ailleurs dans le monde étaient alors invités à découvrir les « coulisses du lait ». Pour l'Apli, cette journée était également une excellente occasion de faire découvrir aux Français les coulisses de notre travail.

© André Lefranc

2009 : l'Apli organise la grève de lait et les impressionnants épandages de lait du Mont-Saint-Michel. L'objectif : alerter l'opinion publique sur les catastrophiques conséquences de la chute du prix du lait pour les producteurs en plein désarroi. 9 ans plus tard, l'engagement de l'association est plus que jamais d'actualité. 2018 se confirme même comme une année charnière pour les producteurs de lait.

2018 sera-t-elle l'année des producteurs ou celle des productions ?

Les 10 dernières années ont fermement maintenu la tête des éleveurs sous l'eau avec un prix de la tonne de lait d'environ 340 euros. Le nombre de producteurs a poursuivi sa chute libre en parallèle du développement de mégastructures industrielles. Malheureusement ces dernières ne permettent pas l'avenir équitable et durable que prônent les éleveurs.

En France, l'Apli porte aujourd'hui un message optimiste tout en gardant un œil averti sur les décisions des responsables politiques. Espoir suscité par le discours d'Emmanuel Macron lors du lancement des Etats généraux de l'Agriculture puis par les rencontres avec ses conseillers. Les calculs des coûts de production intégrant les charges et le salaire des producteurs ont, enfin, attiré l'attention des représentants politiques. Une loi est en cours de rédaction. Les prendra-t-elle réellement en compte ? Ou restera-t-elle figée dans un système signant la fin des activités de ceux qui refuseront de devenir des copies déprimées de la ferme des 1000 vaches ?

L'Apli est optimiste mais ne faiblit pas. 2018 sera peut-être l'année de décisions irrationnelles face auxquelles ceux qui approvisionnent le pays n'auront d'autres choix que de se mobiliser plus fort. Mais elle sera peut-être le point de départ de la mise en œuvre constructive de solutions politiques salvatrices après 10 longues années de revendications et de souffrances du secteur.

Communiqué de presse de l'Association des producteurs de lait indépendants (APLI) du 26 mai 2018

Pour une juste rémunération

© OPL

L'Organisation des Producteurs de Lait (OPL) de la Coordination Rurale (CR) a organisé son XI^e colloque à Laval ce 17 mai. Le thème abordé cette année était la rémunération. Le congrès a porté fièrement les revendications des agriculteurs : pour vivre d'un revenu digne, le prix du lait devrait s'établir

autour de 450€/1000L.

Une recherche d'efficience dans les OP

Un meilleur prix du lait aux producteurs ne dégrade pas les résultats des industriels, pour exemple, l'année 2014 fût une année record pour l'industrie laitière française, quand le prix payé a approché les 400€/1000L... indiquait la présidente de l'OPL, Véronique Le Floc'h, pour introduire la première table ronde entre les 4 organisations de producteurs représentées. Les discussions orientées sur le thème de l'efficacité des OP ont soulevé de nombreux points, notamment le souhait des représentants d'être davantage dans la négociation, afin de peser sur le prix d'achat des collecteurs. « L'objectif à plus ou moins long terme est d'atteindre 500€/1000L », indiquait Jean-Pierre Lemesle de l'AP Bio de Seine et Loire tandis que pour Jean-Michel Yvard de l'OP Lactalis Grand Ouest « soit on arrive à changer le système, soit dans 5 ans on se fait laminer ». Emmanuel Binois de FMB Grand Ouest rajoutait : « plus nous serons

nombreux dans les OP, plus la production nous appartiendra et les laiteries deviendront nos clients ».

À lait équitable, revenu équitable

Trois démarches étaient représentées autour de la table ronde. Trois initiatives qui ont eu pour point de départ un ras le bol de certains éleveurs qui ne s'y retrouvaient plus dans le système traditionnel. « La grève du lait de 2009 a été une réelle prise de conscience situationnelle des éleveurs de la part du grand public » indiquait Fabrice Hégron de En Direct des Éleveurs. Et Jean-Luc Pruvot de rajouter « Notre lait équitable est politique et pas tant commercial : une fois sorti de la ferme il a une valeur, et cette valeur, c'est 45 centimes d'euros par litre ! »

Une prise en compte des coûts de production pour une juste rémunération

L'après-midi fut marquée par l'intervention de Frédéric Courleux, directeur des études d'Agriculture Stratégies. Faisant un parallèle avec la politique agricole en place aux Etats-Unis, il indiquait que « la PAC aujourd'hui ne sert plus que les intérêts des géants agroalimentaires et pas ceux des producteurs ». Le nouveau président de l'EMB, Erwin Schöpges, a ensuite introduit l'étude sur les coûts de production, à l'initiative de l'European Milk Board, « 43 à 45 cts/L, ce doit être notre revendication ! Si on veut garder une nouvelle génération d'agriculteurs, c'est indispensable ! »

Le mot de la fin est revenu à la secrétaire générale Véronique LeFloc'h et au président de la CR Bernard Lannes, qui ont martelé une fois de plus les positions du syndicat : « Il manque 100€ aux 1000L de lait », « lorsque l'industrie laitière se porte bien, les agriculteurs sont la seule profession qui travaille à perte ».

Véronique LeFloc'h, présidente de l'Organisation des Producteurs de Lait de la CR, France

Les importations de lait en provenance d'Océanie détruisent les exploitations laitières paysannes

Nous demandons au gouvernement allemand de tourner le dos à la stratégie d'exportations et d'importations à bas prix. L'AbL exige une campagne autour de la qualité.

Le 22 mai, les ministres des affaires étrangères des États membres de l'UE ont adopté le mandat confié à la Commission européenne pour entamer les négociations sur un accord commercial entre l'UE et l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Jusqu'ici, le fragile marché du lait européen était largement protégé des importations. Ce nouvel accord commercial viendrait remettre en cause cette protection.

« La situation sur le marché du lait est actuellement extrêmement sensible et tendue », dit Ottmar Ilchmann, porte-parole de l'AbL (*Arbeitsgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft*). « Bien que le marché se soit légèrement rétabli au cours des dernières semaines, il n'y a pas de perspective de hausse des prix. Le marché du lait est toujours surchargé. C'est pourquoi le prix que les producteurs perçoivent est toujours inférieur de dix centimes aux coûts de production. Nos exploitations sont déjà acculées à la ruine et ce nouvel accord commercial avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie autorisera des importations supplémentaires de lait à pénétrer nos marchés déjà excédentaires. Cela revient à remettre en cause l'existence même de notre agriculture paysanne. »

La Nouvelle-Zélande et l'Australie veulent exporter en premier lieu des produits laitiers, mais aussi de la viande. D'après les calculs de l'institut Thünen, une libéralisation complète aurait pour conséquence, en Allemagne, un recul de la production de lait cru de 3,3 % à 3,9 % et de 3,9 % à 4,5 % pour les produits laitiers. La production laitière revient beaucoup moins cher en Océanie qu'en Europe. En Nouvelle-Zélande, cette stratégie de prix bas a un coût. Les dégradations de l'environnement en raison de la surcharge en nutriments provenant de l'agriculture font régulièrement les gros titres de l'actualité.

« Si nous concluons de tels accords commerciaux, nous importons également cette pression sur l'environnement », explique Ottmar Ilchmann. « Dans le même temps, l'orientation vers l'exportation et l'importation à bas prix forcera notre agriculture à devenir de plus en plus intensive. Cette évolution est, de plus en plus, vue d'un mauvais œil par la société et les agriculteurs. L'AbL refuse ce type d'accord commercial avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie et demande une campagne centrée sur la qualité dans la politique agricole et commerciale. »

Communiqué de presse du groupement pour une agriculture paysanne AbL, Allemagne (22 mai 2018)

Davantage de pertes sur la paie de lait - Comparaison des prix du lait de l'EMB

Il n'y a qu'une manière de résumer le résultat de la dernière comparaison des prix du lait de l'EMB : encore une grosse baisse sur le décompte du prix du lait. Pour procéder à cette comparaison, des producteurs de lait communiquent les sommes versées par 21 laiteries européennes dans sept des principaux pays producteurs de lait.

Sur la période de quatre mois jusqu'à avril 2018, tous les producteurs de lait ont de nouveau dû enregistrer de nets reculs des prix. Cette fois, les laiteries néerlandaises et allemandes sont en tête du classement négatif des baisses de prix : les producteurs de lait y ont déclaré un recul de 5,27 jusqu'à 5,74 centimes. Les écarts de prix entre les laiteries dans ces deux pays étaient également remarquables : aux Pays-Bas, les prix au producteur étaient compris entre 34,30 et 30,91 centimes (un écart de 3,39 centimes) et en Allemagne entre 28,88 et 31,81 centimes (un écart de 2,93 centimes). La baisse de prix en Belgique était de -4,32 centimes par kilogramme de lait standard produit (4 % de matière grasse, 3,4 % de protéines), de -3,35 centimes au Luxembourg et de jusqu'à -2,78 centimes en France. En avril 2018, les prix au producteur dans les sept pays suivis allaient de 27,06 (Belgique) à 34,43 centimes (Italie) ; le prix du lait bio en Belgique, le seul pays où il est suivi pour le moment, s'est stabilisé autour de 39 à 40 centimes.

Les chiffres mensuels sont corrigés en continu pour tenir compte des arriérés de paiement. C'est la raison pour laquelle les prix au producteur pour 2017 ont été légèrement revus à la hausse, surtout en Italie, depuis la dernière publication. À compter de cette édition, nous sommes en mesure de suivre une entreprise supplémentaire en Belgique (BE-1).

Comparatif des prix du lait de l'EMB jusqu'à avril 2018

Karin Jürgens, Büro für Agrarsoziologie und Landwirtschaft (BAL)

La comparaison des prix du lait de l'EMB cherche à garantir une meilleure comparabilité des prix au producteur en Europe. Le schéma de calcul actualisé indique désormais le prix au producteur avec et sans les suppléments et les rabais spécifiques aux laiteries. La valeur standard a été fixée à 4 % de matière grasse et 3,4 % de protéine. Les décomptes mensuels sont aussi corrigés en continu pour tenir compte des arriérés de paiement.

Interview: « Le lait équitable pour garantir un prix rémunérateur »

M. Pruvot, FaireFrance a organisé la conférence européenne du lait équitable cette année-ci. Dans quel contexte s'inscrit cet événement ?

Cette année, nous célébrons les 5 ans de la marque FaireFrance – une belle opportunité pour nous d'organiser la conférence de cette année. Il s'agit désormais déjà de la 5^e conférence européenne du lait équitable, organisée par l'European Milk Board et un pays membre.

FaireFrance est une marque qui appartient à plus de 500 éleveurs répartis sur toute la France. Les producteurs laitiers ont décidé de prendre leur destin en main et ont créé leur propre marque qui leur garantit un prix rémunérateur et leur permet de préserver leurs exploitations. Le lait équitable FaireFrance nous permet d'être rémunéré en fonction des coûts de production tout en nous octroyant un salaire, soit 45 centimes/litre.

Qui sont les initiateurs du lait équitable ?

L'initiative du lait équitable est un projet européen de l'European Milk Board. Il existe désormais dans 7 pays : Allemagne, Autriche, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Suisse. Tout a commencé en Autriche il y a 10 ans maintenant. En décembre 2017, la Suisse a lancé son lait équitable et a ainsi rejoint notre famille. En général, les pays ont commencé par vendre du lait avant d'élargir leur gamme de produits et proposer du beurre, de la crème, du yaourt, du fromage, du lait chocolaté et même de la glace.

Quels étaient les point forts de la conférence européenne ?

Cette année, une table ronde a été organisée et les différents projets laits équitables européens ont été présentés par les représentants des pays. La conférence était également une opportunité pour s'échanger avec des responsables politiques, des transformateurs et des consommateurs. La cérémonie de remise du prix de la « Faironika en Or » constituait le point culminant de la conférence.

Qui étaient les lauréats de la « Faironika en Or » 2018 ?

Du côté français, nous avons distingué deux partenaires fiables : une « Faironika en Or » a été décernée à Emmanuel Vasseneix, président de la laiterie LSDH, qui est un partenaire loyal depuis le début de notre projet du lait équitable. Christian Rodot de l'enseigne de grande distribution Leclerc a également reçu un prix pour son soutien actif dans le domaine de la vente. En effet, notre première livraison de lait équitable était destinée à son entreprise.

Cette année, pour la première fois, deux représentants de la presse – les reporters français Sabine et Bernard Godard et la journaliste d'origine néerlandaise Geesje Rotgers, spécialisée dans les domaines agricole et environnemental – ont été récompensés pour leur travail journalistique critique et engagé. Au niveau européen, une « Faironika en Or » a été décernée au Comité des régions, qui s'engage depuis des années en faveur de prix rémunérateurs et d'une production laitière durable.

Le Belge Alain Minet, qui s'engage inlassablement pour le lait équitable en Belgique, a également reçu un prix. Oui, et moi aussi j'ai été surpris avec une vache en or, dont je suis particulièrement fier !

Merci beaucoup pour l'entretien, M. Pruvot !

Vidéo Conférence européenne du lait équitable Lille 2018

Voir également notre [Communiqué de presse sur la Conférence du lait équitable à Lille](#)

Regina Reiterer, EMB

Discussions politiques importantes de l'European Milk Board

Ces dernières semaines, le comité directeur de l'EMB a procédé à un échange de vues sur des questions actuelles de politique laitière :

Tsvetan Dimitrov, Ministre adjoint de l'agriculture Bulgarie

Réunion d'information sur le marché laitier et la situation actuelle en Bulgarie. Discussion sur le contenu du Programme de responsabilisation face au marché (PRM) de l'EMB. Le lait d'intervention en poudre et la réforme de la

PAC ont également été abordés.

Cabinet de Ducarme, Ministre fédéral de l'Agriculture Belgique

Les sujets abordés étaient la vente de lait en poudre issu de l'intervention sans nuire au marché, y compris son utilisation pour l'alimentation animale et l'élargissement des compétences de l'Observatoire laitier MMO.

Thomas Waitz, membre du Parlement européen

Discussion sur le rapport Dorfmann sur « l'avenir de l'alimentation et l'agriculture », qui contient quelques demandes positives pour le marché laitier. M. Waitz, Autrichien, a été rapporteur fictif pour le groupe des Verts et a notamment plaidé en faveur de revenus équitables pour les producteurs.

Johannes Fankhauser, Ministère autrichien du développement durable et du tourisme

Réunion d'information sur la présidence autrichienne du Conseil de l'UE et la situation actuelle des producteurs laitiers autrichiens. Présentation des positions de l'EMB pour un marché laitier durable.

Anna Zauner, Ministère autrichien de la durabilité et du tourisme

Discussion sur la directive prévue contre les pratiques commerciales déloyales au sein de la chaîne d'approvisionnement alimentaire et présentation de la position de l'European Milk Board.

Association autrichienne des agriculteurs de montagne (ÖBV)

Echange sur le marché du lait et la situation des exploitations familiales en Autriche ainsi qu'une discussion sur les

instruments de crise efficaces.

Participants Groupe d'experts MMO

Échange avec divers participants de l'Observatoire du marché laitier (MMO), dont Eurocommerce, ECVV et Eucolait sur la situation actuelle du marché et l'extension de l'Observatoire laitier MMO.

Erwin Schöpges, EMB

Vous pouvez nous trouver sur Facebook

European Milk Board ASBL

Rue de la Loi 155

B-1040 Bruxelles

Tel: +32 (0)2808 1935

Fax: +32 (0)2808 8265

Mail: office@europeanmilkboard.org

Document-URL: <http://www.europeanmilkboard.org>/<https://www.europeanmilkboard.org/francais/bulletin-juin-2018.html>